

ÉTUDE DES CRÉDITS

2023-2024

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Renseignements généraux

AVRIL 2023

360, rue Saint-Jacques, 2^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5
Accès pour personnes à mobilité réduite : 361, rue Notre-Dame, Ouest
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373
Téléscripneur : (514) 873-2648 Web : www.cdpedj.qc.ca

Document préparé en avril 2023

Coordination

Josée Morin

Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

Soutien technique

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE TABLE DES MATIÈRES

1 - Renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION	15
MANDAT DE LA COMMISSION	16
TABLEAU CRÉDITS	17
TABLEAU EFFECTIFS	18

2 - Demande de renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 : A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ; E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ; F) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE; G) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS; H) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : • LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; • LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; I) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.	21
G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2022-2023 : A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C) LES COÛTS VENTILÉS; D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC..	22
G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023, ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024; B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE.	23

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :</p> <p>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	24
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p> <p>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ;</p> <p>E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;</p> <p>F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;</p> <p>G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;</p> <p>H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p>	26
G.6	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2022-2023, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F) L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	27
G.7	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	40

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 :</p> <p>A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ;</p> <p>B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE) ;</p> <p>C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS ;</p> <p>D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ ;</p> <p>E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT ;</p> <p>F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT ;</p> <p>G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT ;</p> <p>H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	41
G.9	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDiquer :</p> <p>A) LE NOM DU PROJET ;</p> <p>B) LA NATURE DU PROJET ;</p> <p>C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;</p> <p>D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;</p> <p>E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;</p> <p>F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;</p> <p>G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;</p> <p>H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;</p> <p>I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;</p> <p>J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;</p> <p>K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. <p>L) INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023.</p>	42
G.11	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A) LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B) LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C) L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;</p> <p>E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> A) AU QUÉBEC; B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC. 	43

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.12	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT);</p> <p>F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>I) LES ORDINATEURS PORTABLES;</p> <p>J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.</p>	44
G.13	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2022-2023 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 :</p> <p>A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :</p> <p>- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIÉ;</p> <p>L) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>M) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>N) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>O) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>P) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>Q) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.</p>	45

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.14	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 DE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	49
G.15	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2022-2023 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>E) LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</p> <p>H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	50
G.16	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023, FOURNIR :</p> <p>A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</p> <p>B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</p> <p>C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	51
G.17	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A) LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B) LES COÛTS;</p> <p>C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	52
G.19	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2022-2023, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	53
G.22	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C) PRÉVISIONS POUR 2023-2024.</p>	54
G.24	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2022-2023, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A) LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B) LE FOURNISSEUR;</p> <p>C) LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	55

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	56
G.26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. H) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; I) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	57
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024.	58
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ET 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	59
G.34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	60
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	61
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	62
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) ; B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES ; D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI ; E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	63
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	64
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ; B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.	65

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDiquer : A) LA DATE ; B) LA NATURE ; C) LES QUESTIONS POSÉES ; D) LES RÉPONSES ; E) LA FIRME RETENUE ; F) LES COÛTS.	66
G.44	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDiquer : A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	67
G.51	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2023; D) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.	68
G.52	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	69
G.53	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023 : A) LES SOMMES DÉPENSÉES; B) LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE); C) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	70
G.56	VEUILLEZ INDiquer LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES. A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	71
G.66	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDICANT : A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D) LE MONTANT ACCORDÉ; E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;	72
G.67	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2022-2023 : A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	73
G.69	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	74
	TABLE DES MATIÈRES- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX - QUESTIONS NON RÉPONDUES ET MOTIF	75

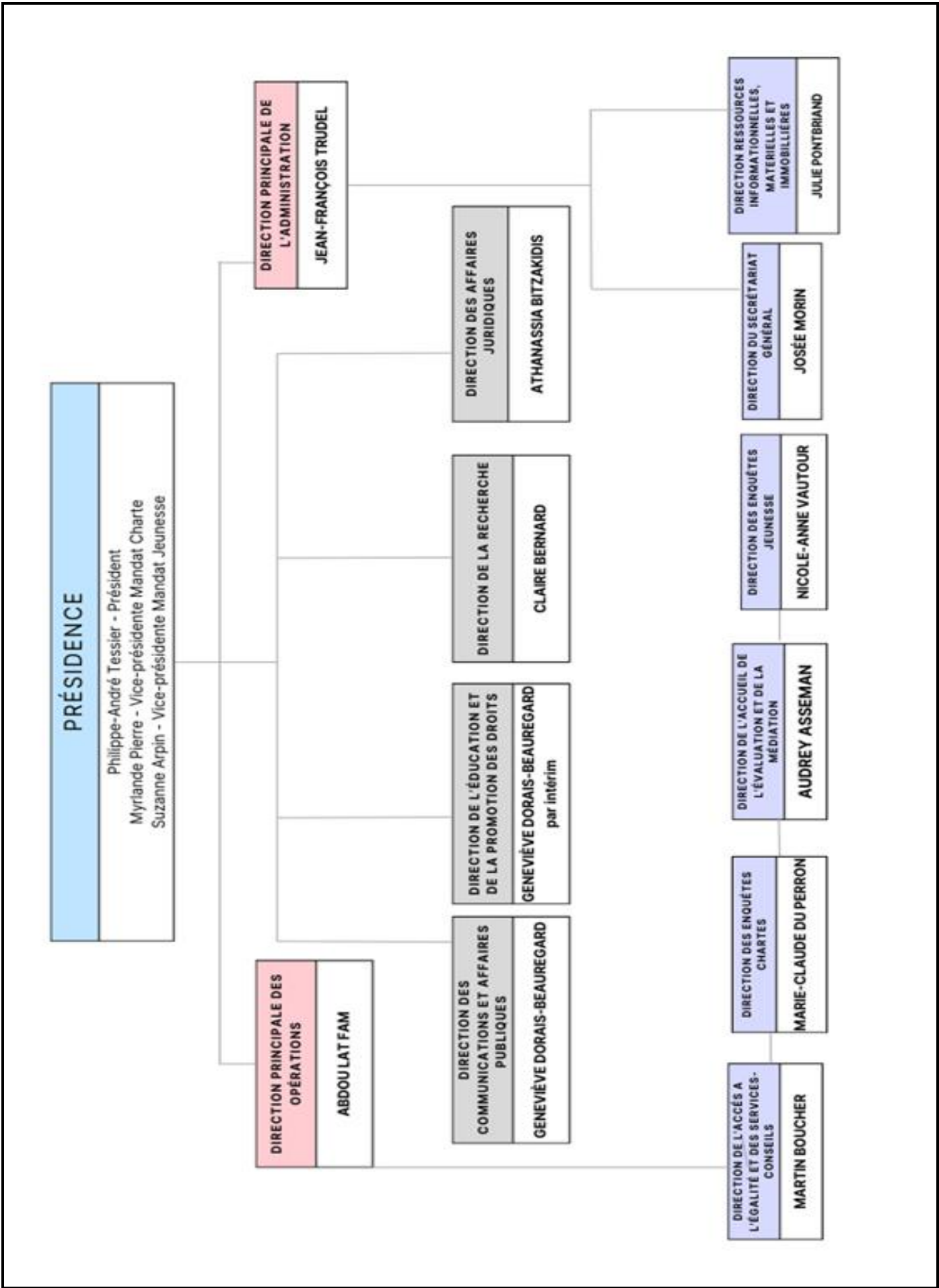
N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

1- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	05	Autres organismes relevant du ministre
ÉLÉMENT	02	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
RESPONSABLE	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	

ORGANIGRAMME



PROGRAMME	05	ÉLÉMENT	02
MANDAT	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse		
Les fonctions et les responsabilités de la Commission			
Dans le contexte de sa mission et de ses mandats, la Commission exerce les fonctions et les responsabilités qui suivent.			
En vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, la « Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte ». La Commission doit faire enquête, selon un mode non contradictoire, sur une plainte ou de sa propre initiative, notamment : a) dans les cas de discrimination ou de harcèlement fondés sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil et l'âge, sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap; b) dans les cas de discrimination en emploi en raison d'antécédents judiciaires; et, c) dans les cas d'exploitation de personnes âgées ou handicapées, en signalant éventuellement au Curateur public tout besoin de protection qui relève de sa compétence.			
La Commission doit favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés et celle à qui cette violation est imputée. La médiation est souvent utilisée à cette fin. Pour l'essentiel, seule la Commission peut initialement saisir le Tribunal des droits de la personne de l'un ou l'autre des recours pour lesquels il a compétence.			
Par ailleurs, la Commission a notamment pour mission d'informer et d'éduquer afin de faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la Charte, de diriger et d'encourager les recherches et les publications sur les libertés et droits fondamentaux; de relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées. Enfin, la Commission doit entre autres, en matière de programmes d'accès à l'égalité élaborés en vertu de la partie III de la Charte, prêter assistance aux organisations qui élaborent des programmes sur une base volontaire et surveiller l'implantation de programmes qu'elle recommande à la suite d'une enquête ou qui est ordonnée par un tribunal. La Commission offre par ailleurs un service-conseil en matière d'accommodements raisonnables.			
En vertu de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics, la Commission doit entre autres comparer la représentation des groupes visés au sein des effectifs concernés des organismes, vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité avec les exigences de la Loi et, le cas échéant, aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme respectif et soumettre des recommandations aux organismes en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme conforme à la Loi. Si ses recommandations ne sont pas suivies, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne. Elle publie tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.			
Par décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec. Ce programme impose aux entreprises qui emploient plus de 100 personnes de mettre en place un mécanisme d'accès à l'égalité lorsqu'elles obtiennent du gouvernement un contrat ou une subvention de 100 000 \$ ou plus.			
En matière de protection des droits de la jeunesse, en vertu de l'article 23 de la Loi sur la protection de la jeunesse, la Commission enquête, sur demande ou de sa propre initiative, sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi. La Commission prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où elle a des raisons de croire que les droits d'un enfant sont lésés et élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant.			
La Commission peut également faire des recommandations en tout temps, à différents ministres et faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre de la Justice.			

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2023-2024				Crédits 2022-2023	VARIATION	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux		\$	%
Rémunération	18 534.7	-	-	18 534.7	18 367.8	166.9	0.9
Fonctionnement	4 219.1	25.0	-	4 194.1	4 031.5	162.6	4.0
Transfert	-	-	-	-	-	-	-
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	-	-	-	-
Prêts, Placements, Avances	-	-	3.0	3.0	3.0	-	-
Immobilisations tangibles	-	-	10.0	10.0	10.0	-	-
Immobilisations en ressources informationnelles	-	-	190.5	190.5	182.5	8.0	4.4
Créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	22 753.8	25.0	203.5	22 932.3	22 594.8	337.5	1.5

Amortissement	-	25.0	-	25.0	25.0	-	-
---------------	---	------	---	------	------	---	---

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont augmenté de 1,5 % comparativement aux crédits de l'exercice financier 2022-2023. Cette augmentation résulte des facteurs suivants :

Rémunération : 166,9 ou 0,9 %

• Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	125.8
• Récupération d'une compression 2022-2023 non récurrente	103.4
• Modification du Régime des rentes du Québec	19.5
• Mesure d'économie 2023-2024	(81.8)
	166.9

Fonctionnement : 162,6 ou 4,0 %

• Récupération d'une compression 2022-2023 non récurrente	102.3
• Ajustement loyer SQI	56.3
• Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	22.2
• Mesure d'économie 2023-2024	(18.2)
	162.6

Prêts, placements, avances :

• Aucune variation	-
--------------------	---

Immobilisations tangibles :

• Aucune variation	-
--------------------	---

Immobilisations en ressources informationnelles : 8,0 ou 4,4 %

• Ajustement en lien avec le PQI-RI	8.0
	8.0

Total :	337.5	0
---------	-------	---

Pr. 05 ÉI. 02				
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse				
L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS				
CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 24 (février 2023)	Personnes à la paie 24 (février 2022)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	3	3	0	0.0
Présidents des conseils de discipline	0	0	0	0.0
Postes d'encadrement	9	9	0	0.0
Juges	0	0	0	0.0
Cadres juridiques	2	2	0	0.0
Procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0	0	0	0.0
Avocates, avocats et notaires	22	22	0	0.0
Professionnelles, professionnels	95	97	(2)	(2.1)
Techniciennes, techniciens	36	36	0	0.0
Personnel de bureau	14	17	(3)	(17.6)
Ouvrières, ouvriers	0	0	0	0.0
PERSONNES*	181	186	(5)	(2.7)
*Source: SAGIP.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

2 -DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Question 01	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 :
	A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ; E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ; F) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE; G) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS; H) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : <ul style="list-style-type: none">• LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;• LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; I) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	Coût
Philippe-André Tessier, président Sommet 2022 du Comité d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale Saskatoon, SK, 25-27 mai 2022	1 712 \$
Myrlande Pierre, vice-présidente Sommet pancanadien des communautés noires Halifax, NE, 28-31 juillet 2022	2 254 \$
Myrlande Pierre, vice-présidente Comité pour l'Élimination pour la discrimination raciale (CERD) - Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme Genève, Suisse, 21-27 août 2022	4 906 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 18).
[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX.](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 02	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2022-2023 :</p> <p>A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C) LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC..</p>
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	Coût
Sept-Iles - Montréal - Sept-Iles, 14-16 septembre 2022 Présentation du livre de Nadine Vollant, Christiane Guay et Lisa Ellington : KA NIKANITET: pour une pratique culturellement sécuritaire de la protection de la jeunesse en contextes autochtones Nadine Vollant, membre	1 430 \$
Sept-Iles - Montréal - Sept-Iles, 6-8 décembre 2022 Cérémonie de remise du Prix Droits et Libertés 2022 – Notre planète, nos droits Nadine Vollant, membre	1 682 \$
Sept-Iles - Montréal - Sept-Iles, 14-16 décembre 2022 Rencontre avec tout le personnel et cérémonie de reconnaissance Nadine Vollant, membre	1 533 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 17).
[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 03	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2022-2023 , ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024;</p> <p>B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE.</p>
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'ORGANISME.

[HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html) .

POUR LES CONTRATS 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Question 4	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :
	PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :
	A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
	B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
	C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
	D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
	PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :
	E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
	F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
	G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
	H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
	PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :
	I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
	J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
	K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
	L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
	M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
	N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
	O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÉNEMENT	COÛT
PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022 – 7 DÉCEMBRE 2022 – EN PERSONNE <ul style="list-style-type: none">TRAITEUR - 9408-3433 QUÉBEC INC. (BOUCHÉE DOUBLE) (SUR INVITATION) - 7606\$ANIMATION – CATHERINE ÉTHIER (GRÉ À GRÉ) - 2 500 \$SALLE – MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE - 1 083 \$CAPTATION, WEBDIFFUSION ET MONTAGE – MATHIEU LEBLANC (GRÉ À GRÉ) - 2 500 \$PUBLICITÉ SUR MÉDIAS SOCIAUX – GOOGLE ET FACEBOOK (GRÉ À GRÉ) – 775 \$CAPSULES VIDÉO FINALISTES - CASADEL FILMS (SUR INVITATION) - 15 042 \$CRÉATION DU VISUEL – CARINE JOBART (SUR INVITATION) - 2 040 \$PHOTOGRAPHE – PAMELA LAJEUNESSE PHOTOGRAPHE (GRÉ À GRÉ) – 550\$SONDAGE EN LIGNE - SURVEYLEGEND (GRÉ À GRÉ) - 178 \$TROPHÉE – LUMIFAB (SUR INVITATION) - 710\$	32 984 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE – LANCEMENT DU RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DE GESTION 2021-2022 – 2 DÉCEMBRE 2022 – EN PERSONNE <ul style="list-style-type: none">AVIS AUX MÉDIAS – CNW- TELBEC (GRÉ À GRÉ) – 85\$	85 \$
COLLOQUE SUR LES VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES – 25 NOVEMBRE 2022 – VIRTUEL <ul style="list-style-type: none">ALLOCATION DE 250\$ À 3 PANÉLISTES (GRÉ À GRÉ) - 750\$TRANSCRIPTION DE LA VIDÉO - SERVICES DE TRANSCRIPTION JANIE BABIN (GRÉ À GRÉ) – 794 \$	1 544 \$
TOTAL	34 613\$

E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024,
VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT

PRÉVISIONS 2023-2024

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
PRIX DROITS ET LIBERTÉS	30 000 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE LANCEMENT DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION	100 \$
COLLOQUE SUR LES ÉLÈVES HDAA	20 000 \$
TOTAL	50 100 \$

Question 5	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :
	ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :
	A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;
	B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;
	C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.
	DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :
	D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ;
	E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;
	F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;
	G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;
	H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;
	I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ORGANISÉE PAR L'ORGANISME

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
SERVICE DES COMMUNICATIONS (INTERNE)	L'ABC DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE	0 \$	PERMETTRE AUX PROFESSIONNELS DES DIFFÉRENTES DIRECTIONS QUI SONT CONCERNÉES PAR LE CONTENU DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE DE MIEUX COMPRENDRE LE RÔLE ET LES ÉLÉMENTS DE CET OUTILS DE COMMUNICATION
SERVICE DES COMMUNICATIONS (INTERNE)	PORTE-PAROLLES MÉDIA	0 \$	OUTILLER LES PERSONNES DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE QUI PEUVENT ÊTRE APPELÉES À INTERVENIR DANS LES MÉDIAS SUR LES SUJETS NÉCESSITANT UNE EXPERTISE PARTICULIÈRE.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
CENTRE ST-PIERRE	CRÉER DES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES ACCESSIBLES (A22)	389 \$	
ISARTA INC	GESTION DES ATTENTES ET PRIORISATION DU TRAVAIL	1351 \$	
ISARTA INC	TIKTOK: GÉNÉRER DE NOUVELLES AUDIENCES ET DE DÉMARQUER	466 \$	
ISARTA INC	STRATÉGIE DE PLANIFICATION MÉDIA	725 \$	
SAROBAS	FORMATION EN ACCESSIBILITÉ AVEC MSWORD	1727 \$	
LA FUSÉE, FORMATIONS NUMÉRIQUES	STRATÉGIE TIKTOK	878 \$	
TOTAL		5 536 \$	

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 6

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2022-2023, EN INDIQUANT : A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D) LA DATE D’OCTROI DU CONTRAT; E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F) L’ÉCHÉANCIER; G) DANS LE CAS D’UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L’INDIQUER.			
---	--	--	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D’OCTROI	MONTANT
9251-4173 QUÉBEC INC. (PLACE CM)	TRAVAUX DE RÉPARATION ET PEINTURE - BUREAU DE VAL D'OR	GRÉ À GRÉ	3 705 \$
9254-3685 QUÉBEC INC. (BLANKO)	BANQUE D’HEURES — AMÉLIORATION CONTINUE « PLAINTÉ EN LIGNE »	GRÉ À GRÉ	7 500 \$
9254-3685 QUÉBEC INC. (BLANKO)	VIDÉO PROMOTIONNELLE — PLAINTÉ EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	3 750 \$
9374-3078 QUÉBEC INC. - MYSMARTJOURNEY	LICENCE ANNUELLE PLATEFORME EN LIGNE MYSMARTJOURNEY — PROJET FUGITIFS !	GRÉ À GRÉ	2 950 \$
ACCENT 2000 INC.	DÉVELOPPER SON ESPRIT DE SYNTHÈSE ET RÉDIGER AVEC CONCISION	GRÉ À GRÉ	3 790 \$
AD HOC RECHERCHE INC.	SONDAGE — APPLICATION DES QUESTIONS SOUMISES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DE SONDAGES RÉALISÉS DANS UNE OU PLUSIEURS RÉGIONS DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	6 200 \$
ADOBE	ADOBE CREATIVE CLOUD+ADOBE STOCK	GRÉ À GRÉ	1 592 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	WORD INTERMÉDIAIRE : STYLES, NUMÉROTATIONS ET TABLEAUX	GRÉ À GRÉ	500 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	EXCEL DE BASE	GRÉ À GRÉ	250 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	EXCEL — TABLEAUX CROISÉS DYNAMIQUES	GRÉ À GRÉ	306 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	EXCEL — TABLEAUX CROISÉS DYNAMIQUES	GRÉ À GRÉ	306 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	DEVOPS: DÉVELOPPER AISANCE DANS LA MANIPULATION DES ÉLÉMENTS D’UN AZURE BOARD	GRÉ À GRÉ	3 200 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	INGÉNIEUR AZUREDevOps (AZ-400)	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	MICROSOFT POWER PLATFORM POUR DÉVELOPPEUR (PL-400T00)	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	AUTOMATISER L'ADMINISTRATION WINDOWS AVEC MICROSOFT POWERSHELL (AZ-040T00)	GRÉ À GRÉ	2 465 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	ANALYSTE DES OPÉRATIONS DE SÉCURITÉ MICROSOFT (SC-200T00)	GRÉ À GRÉ	1 440 \$
ALIA CONSEIL INC.	ACCOMPAGNEMENT DANS UNE DÉMARCHE D'ANALYSE DE POSTES CRITIQUES ET ÉLABORATION D'UN PLAN DE RELÈVE	GRÉ À GRÉ	4 507 \$
ALTRUM (GROUPE ALTRUM INC.)	PROGRAMME RECONNAISSANCE	GRÉ À GRÉ	5 331 \$
APPELLEFRED	TRAVAUX DE RÉPARATION ET PEINTURE - NOUVEAU BUREAU DE GATINEAU	GRÉ À GRÉ	4 400 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN (IRON MOUNTAIN CANADA)	LOCATION D'ESPACE, ARCHIVAGE ET MANUTENTION	GRÉ À GRÉ	15 757 \$
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE, S.E.C.	AFFICHAGE DE VISUELS DANS LE MÉTRO SUR LE SUPPORT DES LUMIQUAIS — PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2021- AFFICHAGE DANS LE MÉTRO AFIN DE RENDRE UN HOMMAGE COLLECTIF AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ. AFFICHAGE DU 13 JUIN AU 3 JUILLET 2022	GRÉ À GRÉ	7 756 \$
ATN (ACADÉMIE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE) UNIVERSITÉ LAVAL	INTRODUCTION À L'AGILITÉ	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 930 \$
ATN (ACADÉMIE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE) UNIVERSITÉ LAVAL	DÉCOUVRIR L'AGILITÉ	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	132 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	SALON VISEZ DROIT — DIFFUSION DE(S) CAPSULE(S) 2 x 15 MINUTES	GRÉ À GRÉ	150 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	KIOSQUE AU SALON VISEZ DROIT 2023 À MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
BENSIMON, PHILIPPE	PRÉPARATION ET RÉDACTION D'UN RAPPORT SUR USAGE DE LA FORCE — SERVICES CORRECTIONNELS	GRÉ À GRÉ	4 000 \$
BENSIMON, PHILIPPE	VISITE DE LA PRISON, TÉMOIGNAGE AU PROCÈS	GRÉ À GRÉ	7 050 \$
BIBEAU, MICHEL ET ASSOCIÉS	ART. 62 MANDAT D'ENQUÊTE	GRÉ À GRÉ	600 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	8 422 \$
BLEU OUTREMER INC.	CRÉATION D'UNE NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE (LOGO, POLITIQUE D'UTILISATION)	SUR INVITATION	12 713 \$
BOREALA MANAGEMENT INC.	SERVICES-CONSEILS — POURSUITE DU DOSSIER DU MAINTIEN CONTINU DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	GRÉ À GRÉ	5 302 \$
BOUCHÉE DOUBLE (9408-3433 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR LORS DE LA CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022	SUR INVITATION	7 606 \$
BOURASSA, MARLÈNE-B	MISE EN PAGE DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE EN LANGUE ATIKAMEKH	GRÉ À GRÉ	1 727 \$
BOURASSA, MARLÈNE-B	DESIGN GRAPHIQUE PROJET TROUSSE FUGITIFS	SUR INVITATION	130 \$
BOURASSA, MARLÈNE-B	CDPDJ/DESIGN GRAPHIQUE PROJET PORTAIL ÉDUCATIF — PORTAIL WEB	GRÉ À GRÉ	390 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	CONTRAT OUVERT : SERVICE DE TRADUCTION ET RÉVISION DE TRADUCTION (FRANÇAIS-ANGLAIS)	GRÉ À GRÉ	2 866 \$
CASADEL FILMS	RÉALISER 3 CAPSULES VIDÉO DES INITIATIVES FINALISTES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022 ET UN TEASER DE 15 À 30 SECONDES POUR PROMOUVOIR LE VOTE DU PUBLIC.	SUR INVITATION	15 042 \$
CDW CANADA INC.	FORTINET — FORTiAP (POINT ACCÈS 2)	GRÉ À GRÉ	1 422 \$
CHUCK & Co	RÉALISATION DE LA CATÉGORISATION DES ACTIFS DE LA COMMISSION AFIN DE DÉTERMINER LA VALEUR ET LE NIVEAU DE PROTECTION DES ACTIFS INFORMATIONNELS EN SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	SUR INVITATION	9 920 \$
CHUCK & Co	ACCOMPAGNEMENT DANS L'ANALYSE ET LA MIGRATION DES DOCUMENTS DU RÉSEAU VERS SHAREPOINT	SUR INVITATION	2 869 \$
CLEVERBRIDGE	RENOUVELLEMENT OUTIL INVENTAIRE LANSWEEPER	GRÉ À GRÉ	1 391 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	ENTRETIEN PRÉVENTIF — SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	1 524 \$
CNW TELBEC	SERVICE DE DIFFUSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	3 528 \$
COGECO CONNEXION INC.	SERVICE INTERNET POUR LES BUREAUX DE TROIS-RIVIÈRES ET SEPT-ÎLES	GRÉ À GRÉ	2 013 \$
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN	PROGRAMME INFORMATION, PRÉPARATION À LA RETRAITE	GRÉ À GRÉ	600 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COMMUNICATIONS CASACOM	ACCOMPAGNEMENT — COMMUNICATION POST-JUGEMENT WARD	GRÉ À GRÉ	15 750 \$
COMMUNICATIONS CASACOM	ACCOMPAGNEMENT — COMMUNICATION SUITE À L'ARTICLE PARU DANS THE WALRUS	GRÉ À GRÉ	6 825 \$
COMMUNICATIONS GRENIER (1370-1842 QUÉBEC INC.)	AFFICHAGE DE POSTE/AGENT D'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	299 \$
CONSULTATION BORÉALE (9080-1267 QUÉBEC INC.)	ACCESSIBILITÉ RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2021-2022	GRÉ À GRÉ	1 265 \$
COOCOO, MARTHE	TRADUCTION ET RÉVISION DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE EN LANGUE ATIKAMEKW	GRÉ À GRÉ	3 129 \$
COPIE RAPIDE MONTRÉAL INC.	IMPRESSION DES DEUX AFFICHES DE LA CAMPAGNE DE BIENTRAITANCE DES PERSONNES ÂGÉES ET ENVOI PAR LA POSTE DE CES AFFICHES.	GRÉ À GRÉ	2 494 \$
LA CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC	AFFICHAGE DE POSTE	GRÉ À GRÉ	350 \$
DELL TECHNOLOGIES	10 MONITEURS DELL 24 S2421HS	SUR INVITATION	3 057 \$
DELL TECHNOLOGIES	2 PORTABLES DELL LATITUDE 9420	SUR INVITATION	4 740 \$
DELL TECHNOLOGIES	10 MONITEURS DELL 24 S2421HS	SUR INVITATION	3 006 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION ET RÉDACTION	GRÉ À GRÉ	260 \$
DÉPATIE-PELLETIER EUGÉNIE	EXPERTISE DOSSIER TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	GRÉ À GRÉ	1 800 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	CONCEPTION ET MONTAGE DU DOCUMENT « LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE »	GRÉ À GRÉ	1 828 \$
DIGITAL RIVER	LOGICIEL EMCO MSI PACKAGE BUILDER ENTERPRISE	GRÉ À GRÉ	1 227 \$
DOUSSOU INC.	FORMATION ADOBE ACROBAT PRO DC (PDF/A)	GRÉ À GRÉ	303 \$
DREAMSTIME.COM	MONTAGE CAPSULES TIKTOK	GRÉ À GRÉ	30 \$
DREAMSTIME.COM	ACHAT DE CRÉDITS POUR DES IMAGES	GRÉ À GRÉ	30 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	AFFICHAGE DE POSTE	GRÉ À GRÉ	425 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	MAINTENANCE ANTIDOTE FR (178)	GRÉ À GRÉ	1 922 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	MAINTENANCE ANTIDOTE 10 BILINGUE (37)	GRÉ À GRÉ	814 \$
ECGD INC.	NUMÉRISATION DE 30 BOITES ET DESTRUCTION DE 30 BOITES	SUR INVITATION	3 215 \$
ECGD INC.	NUMÉRISATION DE 150 BOITES ET DESTRUCTION DE 150 BOITES	SUR INVITATION	4 107 \$
EMPREINTE HUMAINE CANADA 2019 INC.	ATELIER DE FORMATION SUR LA RECONNAISSANCE AU TRAVAIL POUR L'ÉQUIPE DES CADRES ET 10 CAPSULES VIDÉO DE SENSIBILISATION	GRÉ À GRÉ	11 000 \$
ENCORE	LOCATION ÉQUIPEMENT AUDIOVISUEL/HOLIDAY INN/RENCONTRE AVEC LE PERSONNEL ET CÉRÉMONIE DE RECONNAISSANCE	SUR INVITATION	1 419 \$
ERGONOMES ASSOCIÉS DU QUÉBEC INC., LES	ÉVALUATION ERGONOMIQUE DE POSTE DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	1 485 \$
ETHIER, CATHERINE	ANIMATION LORS DE LA CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
ÉVALUATION PERSONNEL SÉLECTION INTERNATIONAL INC.	ÉVALUATION CANDIDATS - TEST (FRANÇAIS, WORD, EXCEL...)	GRÉ À GRÉ	7 646 \$
FACEBOOK	DROITS DE LA JEUNESSE/3 AU 6 MAI 2022	GRÉ À GRÉ	101 \$
FACEBOOK	CANDIDATURES PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022/30 JUIN 2022	GRÉ À GRÉ	98 \$
FACEBOOK	LOGEMENT ACADÉMIE (ANGLAIS-FRANÇAIS) 5 AU 8 AVRIL 2022	GRÉ À GRÉ	1 120 \$
FACEBOOK — META	NOUVEAU SITE Web/28 AOÛT AU 23 SEPTEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	243 \$
FACEBOOK META	BIENTRAITANCE/28 NOVEMBRE AU 28 DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	264 \$
FACEBOOK META	PRIX DROITS ET LIBERTÉS /28 NOVEMBRE AU 28 DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	149 \$
FACEBOOK META	RECHERCHE DE PARTICIPANTS POUR ÉTUDES SUR HANDICAP AU TRAVAIL 30 JANVIER 2023	GRÉ À GRÉ	92 \$
FACEBOOK-META	AFFICHAGE DE POSTE	GRÉ À GRÉ	303 \$
FACEBOOK-META	PRIX DROITS ET LIBERTÉS /29 JUIN AU 18 JUILLET 2022	GRÉ À GRÉ	912 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FACEBOOK-META	DESSINS D'ENFANTS/18-22 JUILLET 2022	GRÉ À GRÉ	455 \$
FACEBOOK-META	DISCRIMINEVILLE/28 AOÛT AU 23 SEPTEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	379 \$
FACEBOOK-META	NOUVEAU SITE WEB/28 OCTOBRE AU 28 NOVEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	503 \$
FACEBOOK-META	FUGITIFS ! /8 AU 21 AVRIL 2022	GRÉ À GRÉ	757 \$
FONDS DES BIENS ET SERVICES MTESS	LIEN POUR UTILISATION DE PORTFOLIO — RÉSEAU INFORMATISÉ DES BIBLIOTHÈQUES GOUVERNEMENTALES	GRÉ À GRÉ	3 800 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	TRAVAUX DE PEINTURE AU 360, RUE SAINT-JACQUES, MONTRÉAL LOCAUX 1.05 ET 1.09	GRÉ À GRÉ	3 065 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	DIVERS TRAVAUX D'ENTRETIEN DES LOCAUX	GRÉ À GRÉ	7 058 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	PROJET MONTRÉAL/DIVERS TRAVAUX AU BUREAU DE MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	3 869 \$
GOOGLE	AFFICHAGE DE POSTE	GRÉ À GRÉ	22 \$
GOOGLE	À LOUER SANS DISCRIMINER/AVRIL 2022	GRÉ À GRÉ	659 \$
GOOGLE	DISCRIMINEVILLE/1-30 SEPTEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	378 \$
GOOGLE	PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022 VOTE/NOVEMBRE — DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	527 \$
GOOGLE	FUGITIFS ! /MAI 2022	GRÉ À GRÉ	397 \$
GOOGLE	DESSINS D'ENFANTS/1-31 JUILLET 2022	GRÉ À GRÉ	307 \$
GOOGLE	BIENTRAITANCE/30 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	3 215 \$
GOOGLE	BIENTRAITANCE/5 DÉCEMBRE 2022 AU 1ER JANVIER 2023	GRÉ À GRÉ	4 583 \$
GOT JUNK	DISPOSITION DU MATÉRIEL — TROIS-RIVIÈRES	GRÉ À GRÉ	1 968 \$
GOT JUNK	DISPOSITION DU MATÉRIEL — QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	1 672 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
GOT JUNK	DISPOSITION DU MATÉRIEL — ST-JÉRÔME	GRÉ À GRÉ	1 067 \$
GRAND & TOY LIMITÉE	ACHAT PAPIER PHOTOCOPIEUR	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 746 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSION « RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2021-2022 » 100 COPIES	SUR INVITATION	2 642 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSION DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE EN LANGUES ATIKAMEKW ET INUKTITUT (2 LOTS DE 200 EXEMPLAIRES)	GRÉ À GRÉ	1 928 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSIONS « DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENNES ET CITOYENS » 500 COPIES	GRÉ À GRÉ	1 010 \$
GROUPE ABI INC.	CONSULTATION À DISTANCE/PONCTUEL	GRÉ À GRÉ	1 184 \$
H. FORTIN INC.	ARBITRAGE	GRÉ À GRÉ	5 000 \$
HEC MONTRÉAL	HABILETÉS POLITIQUES DANS LES ORGANISATIONS : SOYEZ UN ACTEUR STRATÉGIQUE	GRÉ À GRÉ	1 695 \$
HOLIDAY INN	RENCONTRE AVEC TOUT LE PERSONNEL ET CÉRÉMONIE DE RECONNAISSANCE	SUR INVITATION	21 972 \$
HOME DÉPÔT	ACHAT ÉTAGÈRES - GESTION DOCUMENTAIRE	GRÉ À GRÉ	1 085 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	MONITEUR PHILIPS 24 PO (40)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	7 860 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	CLAVIER (40) ET SOURIS (40)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 318 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	DELL MOBILE PRÉCISION WORKSTATION 3571 CTO (2) ET DELL THUNDERBOLT 4 DOCK WD22TB4 (2)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 924 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	MONITEUR PHILLIPS LCD 24 PO (30)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	5 565 \$
IKEA	ACHAT DE BUREAU AJUSTABLE (7)	GRÉ À GRÉ	4 013 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	HÉBERGEMENT SITE DE RELÈVE CDPDJ	GRÉ À GRÉ	11 015 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	VEEAM BACKUP POUR MICROSOFT OFFICE 365 — COPIE DE SÉCURITÉ ET SUPPORT	GRÉ À GRÉ	4 290 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	BANQUE DE 70 HEURES EXPERTISE CLOUD - PROJET MIGRATION INFRASTRUCTURE — AZURE 2022	GRÉ À GRÉ	9 800 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	BANQUE DE 50 HEURES EXPERTISE CLOUD - PROJET MIGRATION INFRASTRUCTURE — AZURE 2022	GRÉ À GRÉ	7 500 \$
IMPRESSION ATOMIK	PROJET DISCRIMINEVILLE/SEPTEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	844 \$
IMPRESSION PARAGRAPH INC.	IMPRESSION DE DEUX AFFICHES DE LA CAMPAGNE DE BIENTRAITANCE DES PERSONNES ÂGÉES	GRÉ À GRÉ	1 847 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	FRAIS D'INSTALLATION ET DE CONFIGURATION	SUR INVITATION	2 995 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	BANQUE DE 80 HEURES POUR PERSONNALISATION DE L'ESPACE SELON SPÉCIFICATIONS	SUR INVITATION	9 600 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	LICENCE ILLUXI UTILISATEURS (INCL. SUPPORT TECHNIQUE PAR COURRIEL ET 5 H DE FORMATION)	SUR INVITATION	10 428 \$
ISARTA INC.	GESTION DES ATTENTES ET PRIORISATION DU TRAVAIL/WEBINAIRE	GRÉ À GRÉ	2 324 \$
ISARTA INC.	AFFICHAGE DE POSTE/AGENT D'INFORMATION (3)	GRÉ À GRÉ	615 \$
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	TÉLÉPHONIE MICROSOFT TEAMS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 421 \$
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	LICENCE VISUAL STUDIO PROFESSIONAL 2022	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 288 \$
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	RENOUVELLEMENT LICENCE CISCO	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	9 963 \$
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	PORTABLE DELL ALL-IN-ONE 7400	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 424 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	CONSOLIDATION FORTINET	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 111 \$
J.L.ENTRETIEN ENR.	ENTRETIEN MÉNAGER — HORS CONTRAT ENTENTE OCCUPATION	GRÉ À GRÉ	7 762 \$
JOBART, CARINE	RÉALISATION DU VISUEL POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022	GRÉ À GRÉ	2 040 \$
KOMA FILMS INC.	MODIFICATIONS ADDITIONNELLES ET LIBÉRATION DES DROITS/CAMPAGNE « CONNAISSEZ-VOUS LA COMMISSION ? »	GRÉ À GRÉ	1 700 \$
KOMA FILMS INC.	FRAIS DE CONVERSION DE VIDÉO « LOGEMENT ACADEMIE » EN 3 PUBLICITÉS TÉLÉ DE 30 SEC.	GRÉ À GRÉ	14 172 \$
LAFORTUNE LÉGAL	PRÉPARATION MÉMOIRE ET ANNEXES, CAHIERS DE SOURCES (DIVERS DOSSIERS)	GRÉ À GRÉ	20 061 \$
LAMARCHE, JULIE (SERVICE DE STÉNOGRAPHIE)	SERVICE DE STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 178 \$
LAROSE, ISABELLE	FORMATION ET SERVICES ADMINISTRATIFS — GESTION DE LA PAIE ET AVANTAGES SOCIAUX	GRÉ À GRÉ	6 948 \$
LEBLANC, MATHIEU (PRODUCTION DE FILMS ET MATÉRIEL VISUEL)	CAPTATION, WEBDIFFUSION, MONTAGE VIDÉO DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
LEDO, JOSÉ	ENTRETIEN MÉNAGER — HORS CONTRAT ENTENTE OCCUPATION	GRÉ À GRÉ	7 307 \$
LEMAIRE, JULIE [STÉNOGRAPHE]	SERVICE DE STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	2 133 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	FRAIS CODE D'ACCÈS — BASE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	5 186 \$
LINKEDIN	AFFICHAGE DE POSTE [6]	GRÉ À GRÉ	3 491 \$
LUM DESIGN INC.	VISUALISATION DES ÉTAPES DU TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ	GRÉ À GRÉ	2 839 \$
LUMIFAB	TROPHÉES PRIX DROITS ET LIBERTÉS	SUR INVITATION	710 \$
MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	LOCATION POUR LA SOIRÉE DE CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022	SUR INVITATION	1 083 \$
MELOCHE, FRANCIS ME	SERVICES CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	8 175 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MEUDEC, MARIE	PRÉPARATION ET RÉDACTION D'UN RAPPORT — STÉRÉOTYPES ASSOCIÉS AUX HOMMES NOIRS - INTERVENTIONS POLICIÈRES	GRÉ À GRÉ	1 501 \$
MEUDEC, MARIE	PRÉPARATION ET RÉDACTION D'UN RAPPORT — STÉRÉOTYPES ASSOCIÉS AUX HOMMES NOIRS - CONDUITE AUTOMOBILE	GRÉ À GRÉ	1 501 \$
MEUDEC, MARIE	PRÉPARATION ET RÉDACTION D'UN RAPPORT D'EXPERTISE - PROFILAGE, DISCRIMINATION STÉRÉOTYPES ASSOCIÉS AUX HOMMES NOIRS	GRÉ À GRÉ	1 019 \$
MONETTE BARAKETT S.E.N.C.	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA CDPDJ [DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION]	GRÉ À GRÉ	9 169 \$
MP REPRO [MP REPRODUCTIONS INC.]	IMPRESSIONS « TROUSSE FUGITIFS ! » 50 COPIES	GRÉ À GRÉ	1 364 \$
NOVEXCO INC. [HAMSTER]	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 768 \$
PAMÉLA LAJEUNESSE PHOTOGRAPHE	CDPDJ/CREW CAFÉ/15 DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	300 \$
PAMÉLA LAJEUNESSE PHOTOGRAPHE	CDPDJ/ PRIX DROITS ET LIBERTÉS—7 DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	550 \$
PEDLEX [PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTÉE]	INSTALLATION ARMOIRES ARCHIVES/DÉMONTAGE ET REMONTAGE DE 12 ÉTAGÈRES VERS LE LOCAL 2.37	GRÉ À GRÉ	1 200 \$
PLANTRONICS	PLANTRONICS BLACKWIRE C3210 CASQUE FILAIRE MONO AVEC USB TYPE A [30]	GRÉ À GRÉ	1 485 \$
PREMIUMBEAT	ACHAT MUSIQUE/MONTAGE VIDÉO/29 AOÛT 2022	GRÉ À GRÉ	64 \$
PREMIUMBEAT	PREMIUMBEAT / 20 DÉCEMBRE 2022	GRÉ À GRÉ	68 \$
PRO ACTIF	INFOGRAPHIE « RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DE GESTION 2021-2022	SUR INVITATION	3 341 \$
PRODUCTION GO [MARC-ANDRÉ BEAUPRÉ]	PRODUIRE ET DIFFUSER VIDÉO MANDAT JEUNESSE — JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC [WEBINAIRE]	GRÉ À GRÉ	16 795 \$
PUROLATOR INC.	SERVICE DE MESSAGERIE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 311 \$
QUÉBECOR AFFICHAGE	AFFICHAGE DE VISUELS DANS LES ABRIBUS DE LÉVIS ET SHERBROOKE	SUR INVITATION	5 180 \$
R.M. LEDUC & CIE INC.	PROJET SIGB/LECTEUR CODES-BARRES [2], IMPRESSION DE CODES ET COUVRE-ÉTIQUETTE	GRÉ À GRÉ	1 089 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
RELAIS EXPERT-CONSEIL INC.	MÉDIATION DANS UN DOSSIER	GRÉ À GRÉ	2 050 \$
REMARKABLE	TABLETTE ÉLECTRONIQUE [8]	GRÉ À GRÉ	6 285 \$
RENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES	SERVICE DE DÉPISTAGE	GRÉ À GRÉ	1 315 \$
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF D'HABITATION	CDPDJ/INSERT DE 2 AFFICHES PROJET "BIENTRAITANCE" [BULLETIN 65]	GRÉ À GRÉ	182 \$
REVENU QUÉBEC [RQ]	FAUTEUILS MULTITÂCHES [20]	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	7 988 \$
REVENU QUÉBEC [RQ]	SERVICE DE COURRIER	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	7 805 \$
SERVICE CONSEIL STAZMATIQUE RH	SERVICES DE COURTAGE ET DE CONSEILS EN RECRUTEMENT - FORFAIT AVEC JOBBOOM	GRÉ À GRÉ	5 880 \$
SERVICES DE TRANSCRIPTION JANIE BABIN	TRANSCRIPTION VIDÉO - COLLOQUE SUR LES VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES	GRÉ À GRÉ	794 \$
SERVICES TECHNIQUES BELLE-RIVE INC. [ALARME VAL-D'OR]	TRAVAUX ÉLECTRIQUES — BUREAU DE VAL-D'OR	GRÉ À GRÉ	1 255 \$
SERVIRPLUS	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	23 640 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE [SOQUIJ]	FRAIS CODE D'ACCÈS — BASE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	8 019 \$
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA	DIFFUSION DE 2 CAPSULES "LA COMMISSION POUR VRAI"	SUR INVITATION	19 999 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCE CORELIC DE MICROSOFT	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	5 807 \$
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU	ACQUISITION DE 4 CHAISES POUR LA SALLE DE RENCONTRE — GATINEAU	GRÉ À GRÉ	2 533 \$
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU	ACQUISITION DE 4 CHAISES POUR LA SALLE DE RENCONTRE — TROIS-RIVIÈRES	GRÉ À GRÉ	2 483 \$
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU	ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU — VAL D'OR	GRÉ À GRÉ	20 192 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU	ACQUISITION DE CLASSEURS MÉTALLIQUES 5 TIROIRS [4] — MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	5 176 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. [EMBL MOBILIER DE BUREAU]	ACQUISITION D'AMEUBLEMENT - RÉAMÉNAGEMENT BUREAU DE TROIS-RIVIÈRES	GRÉ À GRÉ	17 011 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. [EMBL MOBILIER DE BUREAU]	ACQUISITION D'AMEUBLEMENT POUR LE NOUVEAU BUREAU DE GATINEAU	GRÉ À GRÉ	13 755 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. [EMBL MOBILIER DE BUREAU]	ACQUISITION SALLE CONFÉRENCE — MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	15 527 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. [EMBL MOBILIER DE BUREAU]	ACQUISITION D'AMEUBLEMENT - BUREAU DE RIMOUSKI	GRÉ À GRÉ	7 732 \$
SON IMAGE SYSTÈME POUR LA COMMUNICATION SISCOM INC.	ACQUISITION ET REMPLACEMENT MICRO-SALLE 2.32 - MONTRÉAL	SUR INVITATION	1 678 \$
[SOM] STRATÉGIE, ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	RÉALISATION D'UN SONDAGE AFIN DE MESURER LA QUALITÉ DES SERVICES ET LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE DE LA CDPDJ	SUR INVITATION	6 650 \$
[SOM] STRATÉGIE, ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	ÉTUDE SUR LES PERCEPTIONS DES JEUNES PAR RAPPORT AU RACISME DANS LE SPORT	SUR INVITATION	10 150 \$
SON-IMAGE-SYSTÈMES POUR LA COMMUNICATION SISCOM INC.	ACQUISITION ET L'INSTALLATION — ÉQUIPEMENT VIDÉOCONFÉRENCE — QUÉBEC	SUR INVITATION	7 449 \$
SOUTHWEST BUSINESS PRODUCTS LTD	ACHAT DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 376 \$
SQI — SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT AU BUREAU TROIS-RIVIÈRES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 197 \$
SQI — SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	PROJET D'AMÉNAGEMENT AU BUREAU [PEINTURE ET ÉLECTRICITÉ] DE TROIS-RIVIÈRES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	12 840 \$
SQI — SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	LOCATION D'ESPACE DU NOUVEAU BUREAU À GATINEAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	7 019 \$
SQI — SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	AMÉNAGEMENT DU BUREAU DE GATINEAU VIA SQI [SIGNALISATION, CÂBLAGE ET ÉLECTRICITÉ]	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	3 385 \$
STÉNOFAC INC.	SERVICE DE STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	3 399 \$
SURVEYLEGEND	LICENCE SURVEYLEGEND/ PRIX DROITS ET LIBERTÉS	GRÉ À GRÉ	590 \$

« Suite »

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	18 080 \$
TRADUCFORM INC.	ÉVALUATION DES CANDIDATS : TEST D'ANGLAIS, ORAL, ÉCRIT ET RÉDACTION	GRÉ À GRÉ	4 554 \$
TREMBLAY, JUDITH [AFFAIRES DE STYLE]	RÉVISION — RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DE GESTION - 2021-2022	SUR INVITATION	2 255 \$
TURENNE, MICHÈLE AVOCATE	ASSURER LA FINALISATION DU DOCUMENT DE LA STRATÉGIE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION	GRÉ À GRÉ	12 500 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	PEUPLES AUTOCHTONES 101 : NITA KIKENIMICINAM	GRÉ À GRÉ	2 625 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	ATN INTRODUCTION À L'AGILITÉ	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 930 \$
UNLINE	ACHAT DE PANNEAUX SÉPARATEURS [MONTRÉAL]	GRÉ À GRÉ	1 209 \$
VIDÉOTRON LTÉE	SERVICE INTERNET POUR LES BUREAUX DE MONTRÉAL, QUÉBEC, SAGUENAY, SHERBROOKE, ST-JÉRÔME ET GATINEAU	GRÉ À GRÉ	5 623 \$
VIDEOTRON LTÉE [FIBRENOIRE]	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT INTERNET AVEC REHAUSSEMENT — MONTRÉAL ET QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	17 638 \$
VISTAPRINT	ACHAT DE BOUTEILLES ISOTHERMIQUES	GRÉ À GRÉ	1 278 \$
VOLOSOFT	ASP.NET ZERO, LICENCE POUR LE PROJET REFONTE CLIC_MARC	GRÉ À GRÉ	3 387 \$
XEROX CANADA LTÉE	LOCATION PHOTOCOPIEURS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	17 081 \$
ZOOM VIDEO COMMUNICATION INC.	LICENCE ZOOM	GRÉ À GRÉ	2 826 \$
TOTAL			897 665 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) . DE PLUS, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'ORGANISME.

[HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html) .

<div>Question 7</div>	<div>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :</div> <div><div>A.</div><div>LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</div></div> <div><div>B.</div><div>LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</div></div> <div><div>C.</div><div>LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</div></div> <div><div>D.</div><div>LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;</div></div> <div><div>E.</div><div>LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.</div></div>
-----------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEOA.CA/](https://www.seao.ca/) .

<div>Question 8</div>	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 :</p> <p>A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ;</p> <p>B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE) ;</p> <p>C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS ;</p> <p>D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ ;</p> <p>E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT ;</p> <p>F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT ;</p> <p>G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT ;</p> <p>H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>
-----------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : <http://www.seao.ca/> AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'ORGANISME.

https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html

Question 9

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

A) LE NOM DU PROJET ;

B) LA NATURE DU PROJET ;

C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;

D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;

E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;

F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;

G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;

H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;

I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;

J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;

K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.

L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2022-2023.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE - SYSTÈME D'INFORMATION DE LA GESTION ET DE LA PERFORMANCE (CLIC_MARC)	REFONTE DU SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION	100 000 \$	3 387 \$	DÉVELOPPEMENT CLOUD EN LIEN AVEC LES RECOMMANDATIONS DU CENTRE DE CONSOLIDATION DE CTI.	0.03%	0

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), B), D), E) F), G) I), ET L), L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE

BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca> .

Question 11

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2022-2023 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

A. LA PHOTOCOPIE;
B. LE MOBILIER DE BUREAU;
C. L'AMEUBLEMENT;
D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
a. AU QUÉBEC;
b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	mjq	CDPDJ	csj	cja	cslf	dpcp	faac	opc	oqlf	soquij	taq
PHOTOCOPIE		1 542 \$									
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT		0 \$									
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT		0 \$									
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		0 \$									
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS		19 347 \$									
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)		0 \$									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC		705 \$									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC		8 872 \$									
TOTAL	\$	21 594 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Question 12

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2022-2023, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE:

A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;

B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;

C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;

D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;

E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT);

F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;

G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;

H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;

I) LES ORDINATEURS PORTABLES;

J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	\$	0\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	\$	420 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	\$	420 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TOTAL		840 \$									

POUR LES SOUS QUESTIONS A, F, G, H, L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 25).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 13

- CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2022-2023 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 :
- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
 - B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
 - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
 - F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
 - I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
 - K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
 - L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
 - M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
 - N. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
 - O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
 - P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
 - Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

H. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

« Suite »

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

N. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI

CATÉGORIE D'EMPLOI	2022-2023
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	0

P. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

RÉGIONS	2022-2023
	POSTES VACANTS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
CAPITALE-NATIONALE	1
CÔTE-NORD	0
ESTRIE	0
GATINEAU	1
LAURENTIDES	0
MAURICIE	1
MONTRÉAL	22
RIMOUSKI	4
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	0
TOTAL	34

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>14</div>	<div>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2023-2024 :</div> <div>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</div> <div>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</div> <div>C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</div>
---	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

13 REMPLACEMENTS

C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

Question 15

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2022-2023 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
E) LA DURÉE DU BAIL;
F) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.
H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	Coûts d'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2022	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, Saint-Jacques, Montréal	1 623 080 \$	5222	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
575, Jacques-Parizeau Québec	129 991 \$	364	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
227, rue Racine, Saguenay	10 320 \$	43	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
227, rue Saint-Georges Saint-Jérôme	41 837 \$	219	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
456, Avenue Arnaud Sept-Îles	5 130 \$	24	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
375, rue King Sherbrooke	22 131 \$	107	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
100, rue Laviolette Trois-Rivières	27 405 \$	140	12 840 \$	0 \$	Information SQI	SQI
849, 5 ^{ième} Avenue Val d'or	8 530 \$	34	5 702 \$	0 \$	Information SQI	SQI
170, rue Hôtel de ville Gatineau	20 503 \$	74	8 618 \$	0 \$	Information SQI	SQI
TOTAL	1 888 927 \$		27 160 \$	0 \$		

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>16</div>	<div>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023, FOURNIR :</div> <div><div>A.</div><div>LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</div></div> <div><div>B.</div><div>LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</div></div> <div><div>C.</div><div>LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</div></div> <div><div>D.</div><div>LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</div></div>
---	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

<div>Q_{uestion} 17</div>	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2022-2023, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A. LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>
-----------------------------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

<div>Question 19</div>	<div>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2022-2023, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</div> <div>A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C) LE MONTANT ATTRIBUÉ; D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</div>
------------------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

CDPDJ :<http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx>

Question 22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C) PRÉVISIONS POUR 2023-2024.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 24	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2022-2023, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :
	A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. D. S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
WILSON & LAFLEUR	50 \$	Formulaire de procédure civile, MAJ 1 ^{er} mars 2022
WILSON & LAFLEUR	420 \$	Abonnement annuel : Code de procédure civile (2 exemplaires) et Code civil du Québec (2 exemplaires)
SOQUIJ	6 004 \$	Frais code d'accès, forfait recherche juridique, forfait plumitifs (en ligne)
SOQUIJ	620 \$	Express Civil (4 Accès)
SOQUIJ	180 \$	Express Civil palier 024 (10 à 24 accès) accès supplémentaires
SOQUIJ	710 \$	Express travail (4 accès)
SOQUIJ	180 \$	Express travail palier 024 (10 à 24 accès) accès supplémentaires
SOQUIJ	250 \$	Loi sur la protection de la jeunesse annotée (4 accès)
SOQUIJ	75 \$	Loi sur la protection de la jeunesse annotée. (Accès supplémentaires)
LEXISNEXIS CANADA INC.	5 186 \$	Abonnement annuel Lexis Advance Quicklaw
THOMSON REUTERS	21 \$	La base de données La Référence. Consultation à la pièce
THOMSON REUTERS	236 \$	Droits de la personne et les relations du travail (1 exemplaire — version papier et accès numérique)
THOMSON REUTERS	432 \$	Accès à l'information : loi annotée (1 exemplaire — version papier)
THOMSON REUTERS	324 \$	Frais de justice. Législation annotée. (1 exemplaire — version papier et accès numérique)
THOMSON REUTERS	402 \$	Congédiement droit québécois (1 exemplaire — version papier et accès numérique)
LE DEVOIR	185 \$	Abonnement numérique
MELTWATER	0 \$	Payé dans l'exercice précédent pour 2 ans. Agrégateur de nouvelles, générateur de revues de presse
TOTAL	15 275 \$	

Question 25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

Question 26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
	A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. H. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; I. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.cdpedj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BLANKO ET MBIANCE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	91 425 \$ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT SITE PRINCIPAL : 360 \$ HÉBERGEMENT SITE 40 ANS DE LA CHARTE : 820\$ ENTRETIEN ET MISE À JOUR : S/O (EFFECTUÉS À L'INTERNE)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	CRÉATION DU FORMULAIRE DE PLAINTÉ EN LIGNE : 7500 \$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	SITE PRINCIPAL (www.cdpedj.qc.ca) : 320 \$ BIENTRAITONS.CA 16.09 \$ MES DROITS SOUS LA DPJ (www.mesdroitssousladpj.ca ET www.myrightsunderthedyp.ca) : 32.17\$ 40 ANS DE LA CHARTE (www.40ansdelacharte.org): INCLUS DANS COÛT D'HÉBERGEMENT DE CE SITE
FRÉQUENCE DES VISITES :	
FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	
RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE :	

ADRESSE DU SITE INTERNET : FUGITIFS.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	MY SMART JOURNEY ET INTERNE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 520 \$ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	MY SMART JOURNEY \$2950
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/O
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	WHC 33,61\$
FRÉQUENCE DES VISITES :	
FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	
RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE :	

Question 32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2022-2023 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2022-2023, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024 ET 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question 34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022 2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CDPDJ*	CSJ	CJA	CSLF	DPCP*	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
TOTAL	\$	\$	\$	\$	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Question 36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022 2023, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ ¹	FAVAC ¹	FAJ ¹	FRCP	FDR ¹	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP ¹	FAAC ²	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ ³
TOTAL	\$	\$	\$	\$	\$	59 332\$*	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

* INDEMNITÉ VERSÉE À UN EMPLOYÉ PROFESSIONNEL À LA SUITE D'UNE RÉORGANISATION

Question 37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 40	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :</p> <p>A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) ;</p> <p>B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS ;</p> <p>C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES ;</p> <p>D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI ;</p> <p>E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2022-2023, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) EN 2022-2023 S'ÉLÈVE À 1 903,9 K\$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET - [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)) .
- C. NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS
- D. ET E LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

Question 42

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ;

B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ;

C) LE NOMBRE D’EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L’ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Association des responsables de gestion des plaintes [ARGP]	1	6-79	150 \$
Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes CCDEJ-CCCYA (Canadian Council of Provincial Child and Youth Advocates)	Organisme	6-79	2 000 \$
Association canadienne des commissions et conseils des droits de la personne ACCDP-CASHRA (Canadian Association of Statutory Human Rights Agency)	Organisme	6-79	6 000 \$
Barreau du Québec	27	Conditions de travail des cadres juridiques et convention collective (conseillers juridiques)	47 276 \$
TOTAL			55 426 \$

Question 43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :
	A. LA DATE;
	B. LA NATURE;
	C. LES QUESTIONS POSÉES;
	D. LES RÉPONSES;
	E. LA FIRME RETENUE;
	F. LES COÛTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	Coût
AD HOC RECHERCHE- SONDAGE DANS 4 RÉGIONS : MAURICIE; ESTRIE; OUTAOUAIS; ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 900 \$
SOM- QUALITÉ DES SERVICES ET LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE	6 650 \$
TOTAL	13 550 \$

Question 44	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :
	A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ; B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

. DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0%
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	33 453 \$	37%
TOTAL	33 453 \$	

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>51</div>	<div>AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2022-2023, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :</div> <div>A) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME;</div> <div>B) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;</div> <div>C) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAIT TOUJOURS AU 31 MARS 2023;</div> <div>D) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;</div> <div>E) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAIT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.</div>
---	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEPUIS LE 4 AVRIL 2022, L'EXERCICE DU TÉLÉTRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EST ENCADRÉ PAR LA POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE TÉLÉTRAVAIL QUI PEUT ÊTRE CONSULTÉE À L'ADRESSE SUIVANTE: [HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/SECRETARIAT-DU-CONSEIL-DU-TRESOR/PUBLICATIONS-ADM/POLITIQUE-CADRE/POLITIQUE_CADRE_TELETRAVAIL.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/politique_cadre_teletravail.pdf) .

Question 52	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2022-2023 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Hypertec Inc	Écrans	9 712 \$
Hypertec Inc	Clavier Souris	1 318 \$
TOTAL		11 030 \$

Q uestion	53	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2022-2023 :	
		A.	LES SOMMES DÉPENSÉES;
		B.	LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);
		C.	LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A.

	2022-2023
TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES	23 640 \$

B. NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

C.

FOURNISSEURS	CONTRAT	2022-2023
AUCUN	AUCUN	AUCUN

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000\$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 56	VEUILLEZ INDiquer LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.	
	A.	NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
	B.	HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
	C.	RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

2022-2023

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
7	105 647.54 \$

<div>Q_{uestion} 66</div>	<div>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</div> <div><div>A.</div><div>LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</div></div> <div><div>B.</div><div>LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</div></div> <div><div>C.</div><div>LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</div></div> <div><div>D.</div><div>LE MONTANT ACCORDÉ;</div></div> <div><div>E.</div><div>LES MOTIFS DE LA DEMANDE.</div></div>
-----------------------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

<div>Question 67</div>	<div>NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2022-2023 :</div> <div>A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;</div> <div>B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE;</div> <div>C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;</div> <div>D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.</div>
------------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2022-2023 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 69	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Éducation

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesures ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesures ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports ,les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu ,les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: c) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure ou la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023 , indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits